

Depuis une semaine, les yeux du monde sont tournés vers le Japon, confronté à une crise sans précédent. Séismes, tsunami et maintenant instabilité des centrales nucléaires font la une de l'actualité. En France, le débat sur la pertinence de ce mode de production d'énergie est à nouveau dans tous les esprits, relayé par la presse et de nombreux responsables politiques.

Dès le dimanche 13 mars, François Bayrou a tenu à appeler à la retenue. Si un débat est nécessaire et légitime, il doit se tenir dans un contexte serein et dépassionné. Sur ce sujet fondamental, la précipitation et le dogmatisme sont deux écueils qu'il nous faut absolument éviter.

Le Mouvement Démocrate estime que notre priorité, celle de la France et plus largement de l'Europe et de la communauté internationale dans son ensemble, doit aujourd'hui être la solidarité envers la population japonaise.

Retrouvez ci-dessous nos prises de position depuis le début de cette terrible crise. N'hésitez pas à apporter votre contribution [par courriel](#) et au travers des réseaux sociaux [Facebook](#) et [Twitter](#).

## **PRIORITÉ À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN FAVEUR DU JAPON**

Pour François Bayrou, président du Mouvement Démocrate, la communauté internationale doit "apporter une aide décisive au Japon" et se préparer à d'éventuels "grands déplacements de population et à de grandes difficultés pour la vie de tous les jours" si des irradiations venaient à concerner un vaste territoire.

**"C'est une catastrophe incommensurable qui se déroule devant nos yeux**, une catastrophe avant tout humaine: nos pensées vont aujourd'hui aux milliers de victimes et à tout le peuple japonais", a réagi Jean-Luc Bennaïm, vice-président du Mouvement Démocrate et député européen.

"Il n'est plus de mot assez terrible pour décrire l'angoisse dans laquelle vit la population japonaise, confrontée au risque de subir des niveaux de radiation proches de ceux de Tchernobyl", a ajouté de son côté Yann Wehring porte-parole et responsable de l'Environnement au sein du Shadow cabinet. "Pour l'heure, l'attention qui doit être la nôtre est sur les besoins du Japon. Il faut lui apporter toute l'aide qu'il sollicitera", précise-t-il.

## **EVALUONS OBJECTIVEMENT LES RISQUES À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE**

L'accident nucléaire au Japon est le résultat non pas d'une erreur humaine ou d'un dysfonctionnement des centrales, comme à Tchernobyl, mais d'une cause naturelle extérieure. "Il pose bien sûr la question du nucléaire en France et en Europe. En cas de catastrophe naturelle majeure ou d'agression extérieure, de toute évidence, les centrales ne résistent pas", analyse Yann Wehring. Ceci avait déjà été pointé après les attentats du 11 septembre avec l'hypothèse d'un crash aérien sur une centrale.

Notre pays ou l'un de ses voisins européens peuvent-ils connaître une situation équivalente de celle de Fukushima ? "Je n'évacuerais pas cette hypothèse, notamment sur certaines parties du territoire français", juge le porte-parole du MoDem. "Pour mémoire, 16 réacteurs (dont 14 parmi les plus vieux) sont placés sur des zones sismiques à risque modéré, dont Fessenheim en Alsace. Ce n'est pas moindre", déplore-t-il.

**C'est pourquoi le Mouvement Démocrate, par les voix des eurodéputés Marielle de Sarnez et Jean-Luc Bennaïm, a appelé à des tests de résistance de toutes les centrales nucléaires en Europe**, en commençant par les plus vieilles dont la fermeture doit être programmée.

Le problème énergétique est en effet un problème européen, surtout en matière de risque : "un accident sur une centrale impacterait tout le continent", rappelle Yann Wehring. C'est aussi une question d'approvisionnement, dans un marché de l'énergie désormais ouvert. Mais attention : "ces tests de résistance devront être réalisés par des gens qui n'ont aucun avis sur le nucléaire afin que leurs conclusions soient transparentes et indépendantes", préviennent les députés européens du MoDem.

"Vous avez non pas un droit mais un devoir d'initiative.

Vous devez apporter une réponse forte et immédiate à cette crise qui soulève des questions essentielles", ont déclaré Marielle de Sarnez et Jean-Luc Bennahmias, dans un courrier adressé le mardi 15 mars à José Manuel Barroso, président de la Commission européenne. Pour eux, il va de soi qu'à long terme l'avenir énergétique de l'Europe ne pourra se résumer au développement de la technologie nucléaire. "Que comptez-vous faire pour accentuer la diversification de nos moyens de production énergétique et relancer les énergies renouvelables ? Quand et comment allez-vous prendre la pleine mesure du critère d'efficacité énergétique ?" ont-ils également demandé à la Commission.

Au vu de la situation actuelle et des enjeux énergétiques considérables, le Mouvement Démocrate défend "une attitude proactive de l'UE, capable d'inciter les États membres à accentuer leurs efforts en matière de recherche et développement". C'est, de toute évidence, la seule façon d'assurer l'avenir énergétique de l'ensemble des européens.

## **EN FRANCE : METTONS EN PLACE LES CONDITIONS D'UN DÉBAT SEREIN**

Le drame que vit le Japon est "une remise en question de toute notre manière de voir le monde, le progrès, le développement de nos pays", estime François Bayrou. Si dans "le pays le plus technologiquement avancé de la planète, on a le drame, le dérapage général devant lequel on se trouve, alors naturellement ça remet en question y compris notre manière de voir les choses", a-t-il ajouté.

**"Quand l'émotion sera retombée et l'urgence japonaise passée, nous aurons la responsabilité d'examiner la situation en France"**, poursuit Yann Wehring. A ce titre, il déplore que les Français soient aujourd'hui "pris entre le marteau gouvernemental et l'enclume écologiste". "Il n'existe pas dans notre pays de voix indépendante sur le sujet. Un débat national et une information objective sont pourtant absolument nécessaires", poursuit le responsable de l'Environnement au Shadow cabinet.

Ce débat devra porter sur l'avenir non pas du nucléaire mais de l'énergie en France et en Europe. Ne parler que du nucléaire serait comme parler de l'ingrédient d'un plat sans parler du plat lui-même. Les pays qui ont décidé de se passer du nucléaire ont du rouvrir des centrales au charbon ou au gaz, avec les effets d'émissions de CO2 qui en résultent.

**Conclure par un référendum, pourquoi pas, mais attention aux deux écueils** que seraient une question et une réponse simplistes. "La réponse oui/non serait une simplification d'un débat forcément complexe. Rappelons-nous le débat sur le traité constitutionnel européen, qui était une question complexe à laquelle il a fallu répondre de façon bien trop simple", se souvient Yann Wehring. Le Mouvement Démocrate rappelle que l'équation énergétique n'est pas simple aujourd'hui : le débat reste dogmatique et tendu entre pro et anti-nucléaire ; nous restons dépendants des énergies fossiles dont il faut se défaire au plus vite ; les solutions renouvelables et d'efficacité énergétique ne sont pas encore en capacité de fournir tous les besoins ; tout ceci est dans un contexte de demande énergétique en expansion

Dans ces conditions, quelle devrait être la question posée ? Un choix entre le nucléaire seul ou le mixte énergétique, c'est-à-dire la réduction progressive de la part du nucléaire dans notre production énergétique ? "Au risque de retours en arrière brutaux ou de réouverture de centrales charbon ou gaz, je préfère une ligne directrice de réduction du nucléaire qu'une décision tranchée que nous ne pourrions pas assumer", ajoute Yann Wehring.

**La question de fond réside finalement dans le fait de savoir si notre pays doit considérer le nucléaire comme une énergie en soi ou une énergie de transition** dont il serait préférable de se passer à terme. Autrement dit, énergie durable ou énergie de transition, en attendant d'avoir les alternatives permettant de couvrir tous nos besoins.

## **QUELLES ALTERNATIVES POUVONS-NOUS ENVISAGER ?**

La consommation énergétique de la France repose à quatre-vingt pour cent sur des énergies de flux -à savoir le pétrole, le gaz et dans une moindre mesure la biomasse pour la circulation des véhicules, le chauffage, les industries -, et à vingt pour cent sur l'électricité.

L'électricité est produite à quatre-vingt pour cent par le nucléaire et à vingt pour cent par un mixte charbon, gaz, hydroélectrique, ainsi que par une faible part d'énergies renouvelables que sont l'éolien, le solaire ou le bois (environ cinq pour cent).

Quand on additionne tout (électricité et flux), le renouvelable constitue moins de quinze pour cent de notre production d'énergie en France, le nucléaire seize pour cent.

"A ce stade, les pistes raisonnables, serait d'envisager une réduction de notre production électrique d'origine nucléaire, avec un objectif de cinquante pour cent, au lieu de quatre-vingt pour cent, à un horizon de 20 ans", propose Yann Wehring. Dans un premier temps, ceci doit permettre de fermer les centrales nucléaires les plus vieilles, dont celle de Fessenheim. "Il faudra donc trouver en 20 ans une source de remplacement de l'énergie nucléaire pour trente pour cent de notre production électrique", précise-t-il.

**Le Mouvement Démocrate propose de rééquilibrer les moyens de la recherche publique en faveur des énergies renouvelables**, alors que la majorité de ces moyens est aujourd'hui dévolue au nucléaire. "Cela implique de cesser de mettre des bâtons dans les roues au développement de ces énergies, notamment le photovoltaï que et l'éolien", ajoute le porte-parole du MoDem. A terme, quinze à vingt pour cent pourraient alors être fournis par l'éolien, le photovoltaï que et la biomasse (bois et énergie issue des déchets). L'autre moitié, de dix à vingt pour cent, doit être le résultat d'une politique offensive de réduction et d'efficacité énergétique.

**C'est pourquoi le Mouvement Démocrate propose de soutenir activement une filière de l'efficacité énergétique**, qui travaillerait d'une part à l'amélioration optimale de la performance énergétique des machines et, d'autre part, au développement à grande échelle d'un réseau électrique intelligent qui permettrait en temps réel, dans chaque foyer d'optimiser les consommations énergétiques. Quoi qu'il en soit, nous devons avoir à l'esprit que nos choix ne devront pas empêcher les générations futures d'en faire d'autre.